

MARRAKECH – Séance de travail des dirigeants d’At-Large
Mercredi 26 juin 2019 – 11h15 à 12h00 WET
ICANN65 | Marrakech, Maroc

MAUREEN HILYARD : Nous allons commencer dès que nos invités s’assoient et prennent place. Nigel, nous sommes très heureux de vous voir aujourd’hui. Prenez place, installez-vous à côté de Tijani. Voilà, donc on a fait les photos je crois.

Bienvenue à nouveau dans cette salle. Nous avons eu un très bon débat avec le GAC. Nous allons maintenant... Nous n’avons que 45 minutes, cela va être rapide donc il faut être efficaces.

Notre premier invité, c’est Nigel Hickson, bien connu comme étant monsieur FGI, forum de gouvernance de l’internet. Et il va nous en parler un petit peu. Il y a des thèmes intéressants qu’il va nous présenter, l’impact que le FGI peut avoir sur nos contextes de travail. Mais également, nous devons collaborer avec le FGI et voir ce que nous pouvons faire. Et Tijani a travaillé à une conférence. Je crois qu’il va nous donner un aperçu de la conférence à laquelle il a assisté également. Donc on les remercie.

Sans plus attendre, je donne la parole à Nigel.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

NIGEL HICKSON :

Très bien. Et bien bonjour. Je suis très heureux d’être avec vous ce matin. Vous me connaissez, vous m’avez présenté, très bien mais formellement, j’aimerais donc vous indiquer que je travaille avec l’engagement auprès des gouvernements. Je suis de l’organisation ICANN, je travaille avec Tarek Kamel et je travaille à Genève. Et ma responsabilité, c’est de faire l’interface avec les organisations internationales et les gouvernements. Genève est un bon endroit pour faire cela. Nous avons l’UIT, l’organisation OMC. Nous avons dans l’équipe d’engagement une représentation également à Bruxelles et à New York, des employés de l’ICANN qui travaillent à peu près dans les mêmes domaines. Donc voilà ce que nous faisons.

Nous allons avancer un petit peu. Je vais vous parler de ces questions de gouvernance de l’internet et du FGI. Mais avant de lancer cela, j’aimerais vous parler d’autres points qui ont un impact sur l’ICANN et beaucoup d’entre vous sont déjà au courant de cela. Il y a un groupe de travail sur la gouvernance de l’internet qui existe, il y a un groupe du Conseil d’Administration lundi qui parlait déjà de cela.

Nous sommes membres de l’UITD. Nous avons un rapport avec cette union internationale des télécommunications, l’UIT. Et nous avons eu des rapports plus ou moins bons ces 15 dernières

années. Nous avons amélioré la situation. Elle n’était pas toujours très bonne à l’époque de Fadi. Maintenant avec Göran Marby, nous avons de biens meilleurs rapports d’engagement avec l’UIT sur le renforcement des capacités. Nous sommes donc membres de l’UIT, du conseil et de l’UITD. En fait, on n’a pas de frais à payer puisque nous avons une réciprocité. Et les membres de l’UIT peuvent venir et se présenter à nos réunions.

Le D pour UITD, c’est le secteur du développement de l’organisation, développement des télécommunications.

Le point suivant, la diapositive suivante que je vais vous montrer, les questions de gouvernance de l’internet qui affectent l’ICANN. La cybersécurité au niveau des Nations Unies, c’est quelque chose qui nous intéresse bien entendu. Vous avez un groupe de renforcement des capacités au GAC. C’est si important pour tous les utilisateurs de l’internet. On en parle beaucoup au niveau international. Et je voulais vous indiquer tandis que nous parlons dans ces espaces très ouverts de cybersécurité avec toutes les parties prenantes de manière informelle, les Nations Unies ont des réunions à huis clos pour parler de cybersécurité et ils parlent de traité éventuel qui pourrait avoir un impact important ou pas sur le DNS. On n’est pas au courant de tout. On pourra être invités peut-être en tant qu’experts à ces débats. Il y a un groupe d’experts gouvernemental de 25 personnes, le GGE, qui parle de

cybersécurité. Et il y a un groupe de travail qui va être lancé très bientôt et il y a des observateurs. L’ICANN pourra donc mieux savoir ce qui est débattu.

Au niveau de la propriété intellectuelle de cette organisation mondiale, nous avons d’excellents rapports avec eux, nous avons eu des présentations de leur part, nous avons entendu parlé des noms de domaine géographiques au niveau des marques déposées. Ils sont très en pointe là-dessus pour les noms géographiques. Je mentionne cela parce que j’ai travaillé à WIPO il y a de cela quelques années. Mais ce que fait l’organisation internationale sur la propriété intellectuelle a un impact fort. Les noms de domaine au premier et second niveau peuvent être impactés par leur travail.

En ce qui concerne l’OMC, le commerce électronique, le e-commerce, cela a un impact sur le DNS. C’est une collaboration que nous essayons de poursuivre. Nous avons des rapports à haut niveau des Nations Unies sur la coopération numérique. Il y a un panel de haut niveau, des tables rondes au niveau des Nations Unies qui existent depuis neuf mois environ. Les rapports sont maintenant publiés. Il y a une phase de commentaires publics et j’en ai parlé un petit peu lundi. Et je vous incite, si cela vous intéresse, à lire ces rapports qui sont très intéressants et très lisibles en plus sur l’importance de la coopération numérique, du développement de l’internet et ainsi

de suite. Et vraiment, cela se concentre sur l’énorme importance de l’internet et cela nécessite vraiment la coopération de toutes les parties prenantes, comme l’ICANN. C’est extraordinaire que ce rapport soit au Secrétaire général des Nations Unies. Et il est décidé qu’il y aura un groupe d’experts d’environ 25 personnes. Donc c’est un rapport tout à fait intéressant que je vous conseille au niveau de votre groupe de travail des politiques consolidées.

J’avance un petit peu, je n’ai pas beaucoup le temps...

Le rôle de l’ALAC dans tout cela par rapport au FGI 2019 qui va tenir à Berlin du 25 au 28 novembre, nous allons avoir des séances de l’ICANN, nous allons avoir beaucoup de travail sur les utilisations malveillantes du DNS. Et j’espère que nous serons en mesure de travailler à cela. Nous proposons un atelier sur l’acceptation universelle. Cela va se faire à Berlin. Nous allons en débattre au niveau de notre groupe de travail de politiques consolidées. Et nous allons avoir un forum ouvert de l’ICANN avec Göran Marby qui sera présent et l’hôte de cette séance consacrée à l’ICANN au FGI.

Nous aurons un stand de l’ICANN avec l’ALAC. Et l’ALAC sera présente. Vous savez, c’est une table carrée et on peut partager, on peut se mettre à droite ou à gauche, on peut s’organiser et se partager un petit peu cette table carrée. Mais nous serons très

heureux d’avoir l’ALAC avec nous au FGI. Et très sérieusement, ce stand, c’est dans un endroit très visible. C’est un magnifique centre de conférences à Berlin. Je crois que cela va être très bien et tout à fait positif comme FGI.

Nous pourrons avoir peut-être des séances rapides, des séances flash. On a parlé avec le secrétariat du FGI d’avoir des séances impromptues un petit peu, des présentations, non pas danser et chanter mais parler de notre travail. Et on parlait de chanter et danser mais nous allons avoir une réception pour la communauté technique comme on avait eu... Où est-ce qu’on était ? À Paris. On était à Paris l’année dernière et on a eu cette réception que nous avons organisée avec nos collègues de l’ISOC et des RIR, les registres internet régionaux. On espère faire cela à Berlin également. J’espère que vous pourrez venir à Berlin et vous rendre à cette réception.

En ce qui concerne le FGI, pour conclure, nous pensons que le FGI... Nous avons été à de nombreux FGI. Je crois que c’est le seul véhicule multipartite mondial qui existe. Ce n’est pas parfait le FGI, j’en suis conscient, j’en conviens, c’est parfois un petit peu bureaucratique. Mais c’est en Europe, pas de problème avec l’Europe mais c’est un FGI global, mondial et j’espère qu’à l’avenir, ils seront en mesure d’aller dans d’autres régions du monde. Mais la substance qui sera débattue, je crois, est tout à fait intéressante et importante. Et c’est pour cela que l’ICANN

soutient tout à fait en tant que ressource et financement de ce FGI.

Donc la dernière diapositive dans ma présentation, j’aimerais conclure là-dessus, on en a parlé lors de la séance du CPWG lundi au sujet des politiques consolidées. L’ICANN travaille à beaucoup d’indicateurs et de suivis. Nous avons donc une équipe mondiale des parties prenantes et une équipe d’engagement. Moi, j’étais dans l’équipe européenne et notre travail, c’était de comprendre ce que les gouvernements effectuent et ce que les régions effectuent au niveau des réglementations, des lois, des textes législatifs. Donc on a formalisés un petit peu cela, c’est un objectif clé dans notre plan stratégique et dans les objectifs du PDG. Il y a eu trois rapports de publiés sur ce suivi des législations qui peuvent avoir un impact sur l’ICANN, de ces textes de loi gouvernementaux qui doivent être suivis de près. Et c’est ce que nous faisons maintenant de plus en plus grâce à ces rapports. On en a parlé avec le Conseil d’Administration et son groupe de travail. On a besoin d’une plateforme comme le CPWG où toutes les communautés peuvent débattre de ces textes de loi. Je crois que c’est quelque chose qui est important parce qu’il y a beaucoup d’impacts sur le DNS.

Dernier point, l’analyse et l’action. Je crois que notre PDG nous a bien indiqué très clairement récemment qu’il faut être très

proactifs par rapport au DNS. Nous devons absolument parler à ces pays, à ces régions, non pas leur dire : « Vous ne pouvez pas avec ce texte de loi ou législatif. » ; non, on ne travaille pas comme cela. Mais je crois que nous avons un rôle dans le DNS et leur expliquer : « Si vous avez ce type de texte de loi, vous aurez un impact sur le système de noms de domaine qui sera important. »

Je vous remercie de m’avoir invité pour ces quelques mots de présentation.

MAUREEN HILYARD : Très bien.

JOHN LAPRISE : J’aimerais dire à Nigel que, je ne sais pas s’il était là plus tôt, mais At-Large a maintenant une stratégie avec l’UASG au sujet de l’acceptation universelle pour en effet mieux faire connaître l’acceptation universelle. Nous serons très heureux de travailler avec vous. On va travailler avec les RALO directement, avec les ALS pour communiquer au sujet de l’acceptation universelle et je crois que le FGI est également un très bon lieu pour communiquer sur l’acceptation universelle. Merci.

NIGEL HICKSON : Très bien.

JOHN LAPRISE : Joanna ?

JOANNA KULESZA : Merci Nigel. Vous savez, je suis très passionnée par toutes ces questions. Donc je vais essayer de poser une question simple.

Au Nations Unies, vous avez parlé de séances fermées, closes, à huis clos qui ne sont pas ouvertes à la société civile. La question est donc est-ce que l’ICANN pourrait participer à ces groupes ? C’est une question un petit peu politique. Vous nous avez dit qu’il y avait des groupes ouverts et fermés. Donc voilà la question. Il y a un groupe ouvert. Est-ce que cela serait une bonne plateforme pour l’ICANN ? Est-ce que l’on pourrait intervenir à ce niveau-là ? Quel pourrait être notre rôle dans cette réunion des Nations Unies ?

Moi, je crois qu’il y a des forums où l’ICANN est visible et beaucoup plus visible et a un impact fort sur le dialogue sur la cybersécurité. À At-Large, nous avons une commission globale sur la stabilité du cyberspace. Et je crois que cela a été très réussi comme réunion à Kobe. Et je crois que cela a un impact fort pour une meilleure compréhension du terme « le cœur de l’internet ».

Comme je l’ai dit à Nigel auparavant, il y a en Europe pour le RGPD des lieux de dialogues, des cyberforums ouverts à la société civile. Il y aura une des premières réunions annuelles. Je vais m’arrêter là.

Ma question est tout simplement, au niveau des Nations Unies, est-ce qu’il y a des réunions auxquelles l’ICANN pourrait assister ?

NIGEL HICKSON :

Merci beaucoup. J’aime beaucoup votre passion, Joanna, pour ces questions. Donc ce groupe, ce n’est pas un groupe si ouvert que cela. La nature de ce groupe, l’ouverture de ce groupe si je le comprends bien, c’est ouvert à tous les États membres. Donc ce ne sont pas seulement le groupe d’experts, ce ne sont pas seulement les 25 experts gouvernementaux. L’ouverture aux Nations Unies, cela veut dire que c’est ouvert aux États membres pour ce groupe, vous voyez. Donc il y a eu une séance le 3 juin et ils sont tombés d’accord pour dire que les organisations non gouvernementales pourraient être observatrices. Donc l’ICANN est observatrice à l’OMC et à l’UN CSTD, la Commission pour le développement des sciences et des technologies des Nations Unies.

Nous y pensons, nous l’envisageons, la possibilité de devenir observateur à ce niveau dans ce groupe. Cela doit être décidé un petit peu plus tard.

JOHN LAPRISE : Tijani, vous avez la parole.

TIJANI BEN JEMAA : Merci beaucoup. Merci Nigel de cette présentation.

Vous nous avez dit qu’il y aura une séance ICANN à Berlin. Il y aura des membres du personnel. Il n’y aura pas véritablement de séances communautaires, ce sera le Conseil d’Administration. Mais vous savez, un niveau de la communauté, on n’est pas financés pour aller au FGI. Donc ce sera le Conseil d’Administration, ce sera le personnel de l’ICANN qui sera là-bas, pas les membres de la communauté ; seulement ces personnes seront au FGI de Berlin, pas de membres de la communauté. Vous savez, il y a une période où l’on pouvait aller à ces réunions. On était financés en tant que membres de la communauté pour se rendre au FGI et avoir des activités au FGI. Cela donnait plus de visibilité à l’ICANN, plus de visibilité à l’ICANN et plus de personnes venaient nous voir, communiquer avec nous. Mais cela a été une décision qui a été prise. Je ne

veux pas revenir là-dessus. Je voulais simplement que cela soit clair.

Pour le stand, vous parlez du stand. La meilleure participation je pense... Le meilleur moment que nous avons pour une bonne participation à l’ICANN en ce qui concerne un stand, c’est à Genève. Nous avons notre propre stand. La NCUC avait son propre stand, l’ICANN avait son propre stand et véritablement, on a eu un impact beaucoup plus fort. Maintenant, il y aura seulement un stand pour tout le monde. Nous avons de moins en moins d’activités au FGI. Je voulais le noter. Merci.

JOHN LAPRISE :

Adam ?

ADAM PEAKE :

Merci. La sélection en fait de qui a un stand n’a rien à voir avec l’ICANN. Cela dépend du FGI et de son secrétariat. On ne peut rien y faire mais vous êtes toutefois encouragés à venir participer à travers le stand l’ICANN.

Certaines des questions qui ont été soulevées étaient par rapport à la participation de la société civile aux activités de New York. Il y a eu un appel durant la réunion par les grandes ONG qui participent à ce type d’activités. Ils ont donc appelé à collaborer et à participer par rapport à certains sujets, à voir

comment ouvrir les modalités de participation dans ce monde des réunions ouvertes et fermées comme disait Nigel, et cela ouvrirait un peu le jeu comme dans le SMSI. Vous vous rappelez, Tijani, on avait 10 ou 15 minutes pour parler. Donc en fait, cela impliquait un peu se rapprocher du président de la séance pour avoir plus de temps pour qu’on nous donne la parole. L’appel toutefois était ouvert et je pense que c’était sur la liste. Je ne peux rien dire d’autre mais l’invitation était ouverte en tout as.

Par rapport au suivi législatif et autres, faites-le-moi savoir lors des appels mensuels avec l’équipe de sensibilisation et de participation, on pourra communiquer avec Nigel pour nous assurer qu’au niveau local et régional, tout pourra être fait dans le cadre du processus de participation des parties prenantes mondiales parce que vous êtes sur place, c’est vous qui nous ferez savoir ce qui se fait. Parce que souvent, on a des idées et on ne sait pas qu’il y a des gens qui prévoient d’avoir des initiatives similaires, de rédiger des documents, etc. Donc c’est bien si vous nous le faites savoir. Merci.

JOHN LAPRISE : Ricardo.

RICARDO HOLMQUIST : Merci John.

Vous faites le suivi de la législation des différents pays. Or, que prévoyez-vous de faire une fois que vous aurez vu qu’au Brésil, en Argentine, au Venezuela ou dans un autre pays, on est en train de faire quelque chose ? Qui prévoyez-vous de contacter ? Comment pensez-vous vous rendre sur place ? Que pensez-vous faire ? Parce que des fois, ils veulent arrêter quelque chose comme le OTT par exemple mais ils se retrouvent avec un problème du DNS ou autre. Donc comment prévoyez-vous de mettre cela en place ? Quelle serait l’étape suivante une fois que vous aurez identifié les changements législatifs ?

NIGEL HICKSON :

Merci de me poser cette question qui est excellente. Göran Marby et moi en avons discuté à plusieurs reprises, à maintes occasions et on se disait que cela dépend en fait de la législation et du point auquel il se trouve avec ce changement à ce niveau-là. Il se pourrait que le pays soit en train de faire une consultation sur une loi. Donc à ce moment-là, l’ICANN comme tout autre organisme pourrait participer à cette étape de consultation. Cela pourrait être un processus. Puis il pourrait y avoir un autre processus où il y a un comité qui lance un appel à experts. C’était le cas au Royaume-Uni. Lorsqu’il y a des lois qui sont considérées, souvent, ils créent un comité, ils lancent un appel à experts et ce moment-là, l’ICANN peut demander d’y participer en tant qu’expert et dire : « Si vous envisagez de

modifier la loi d’une telle manière, il faut que vous compreniez que cela aurait un tel impact. »

Ou alors, en fonction de la relation qu’on a avec ce pays, Göran pourrait discuter directement avec les ministres ou avec d’autres membres du parlement. Vous voyez qu’il s’agit d’une décision qui va dépendre de ce que nous disent les analyses et de l’importance de cette législation au niveau du temps et de l’impact que cela pourrait avoir.

MAUREEN HILYARD : Merci Nigel et merci à tous de vos questions.

Il me semblait que pour arriver à la fin, sachant qu’EURALO aura un stand au FGI, le coprésident d’EURALO et le président actuel ainsi qu’Olivier, on s’est dit qu’on pourrait peut-être vous aider. Donc si vous voulez vous y rendre et participer, on demandera à Olivier de vous aider. Allez-y Olivier.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Maureen. EURALO a reçu 2 millions \$... Oh non, ce n’est pas cela du tout. C’est tout le contraire. On n’a pas 2 millions \$ pour faire venir les gens au FGI. Je me suis trompé, ce n’est pas le bon auditoire.

Mais oui, effectivement, EURALO est responsable d’un stand. Matthias Hudobnik est le responsable, il fait partie du groupe de travail de sensibilisation et de participation. Il a déjà commencé à demander des contributions de tout le monde.

Nous allons reprendre ce que la communauté a fait l’année dernière lors du FGI de Paris. Donc on a une récurrence à ce niveau-là. L’année dernière, on avait créé une page wiki contenant des liens au site web du FGI déjà, mais également des informations liées, par exemple la liste des ateliers organisés par l’ICANN, il y avait un lien au hub à distance, il y avait également un formulaire pour s’unir au stand et s’en occuper – on fera la même chose cette année. Puis les gens d’At-Large qui n’ont pas des ateliers mais qui seront présents mais on essaie toujours également d’organiser une réunion entre EURALO et d’autres amis d’EURALO. Il y a également un rapport avec les gens locaux et on y rajoute le lien.

Cette année, on a préparé une autre liste qui énumère d’autres rubriques également. D’une part, on a la demande de matériel promotionnel. Vous aurez entendu dire que le FGI de cette année sera plus vert qu’auparavant, plus écologique, c’est-à-dire qu’ils ne voient pas très bien la quantité de travail qui se fait et qui s’imprime sur place dans le site. Donc il est moins probable que l’on ait des documents qui soient imprimés. Mais nous sommes encouragés à avoir davantage d’informations qui

soient accessibles à travers des codes QR sur les portables des gens. Il va falloir qu’on y travaille parce que cela requiert un certain développement technologique et il y aura des pages auxquelles nous n’arriverons qu’à travers ces codes QR. Donc il faudrait qu’on s’en occupe.

Comme je le disais, nous demanderons également à ce qu’il y ait des bénévoles pour s’occuper de notre stand. Si vous avez des suggestions d’autres activités qu’il faudrait qu’on organise outre ce qu’on a eu à Paris ou des critiques par rapport à ce qui s’est fait à Paris, faites-le-nous savoir.

À partir de ce que disait Nigel, j’imagine que le stand sera plus grand que celui de Paris et qu’il y aura donc plus de place pour toute la communauté At-Large qui a plutôt tendance à se réunir dans le stand, ce qui est bien ; c’est bien pour pouvoir accueillir les nouveaux venus et les gens qui ne connaissent pas l’ICANN et At-Large. Donc imaginez la synergie qu’il y aura entre l’ICANN et At-Large si on a plus de place.

D’ailleurs à Genève qui était le FGI avant Paris, on a également eu des documents dans le stand de l’ICANN qui étaient bien mis en avant. Cela montrait aux gens qu’on avait une présence dans plus d’un stand.

J’espère que tous ceux qui comptent se rendre au FGI pourront venir nous voir. Je sais qu’il y a toujours des problèmes de fonds,

de financement. On n’a pas énormément de fonds nous-mêmes. J’espère qu’on pourra avoir des fonds du CROP ou une demande de fonds discrétionnaires pour faire venir des membres. Mais je signale malheureusement que certains des ateliers qui ont été proposés par notre comité n’ont pas été acceptés, de manière très malheureuse pour certains. Mais ce n’est pas la bonne place pour en discuter. Je suggère que vous en discutiez individuellement avec les membres du MAG pour voir pourquoi cela a été rejeté.

Voilà ce que j’avais à dire. Je suis ravi de voir le dynamisme qu’il y a entre la communauté At-Large et le FGI.

Il n’y a qu’une petite remarque qu’il faudrait que je fasse à ce point-là, et c’est le fait que l’Internet Society a pris un certain recul et n’envoie plus tellement de gens. Et comme vous savez, beaucoup de nos structures At-Large sont également des chapitres de l’ISOC. Cela ne nous touche pas directement parce que ce sont des chapitres. Comme vous savez, les structures sont indépendantes. Mais je le dis parce que j’ai entendu dire que l’ISOC essayait de boycotter le FGI et qu’auparavant, ils avaient essayé de capturer et de contrôler le FGI en voyant trop de chapitres et c’est pourquoi maintenant ils ont réagi de cette manière. Mais c’est bien de voir le soutien des ALS. Peut-être qu’on nous dira qu’At-Large essaie de s’emparer du FGI en envoyant trop de gens cette année. On ne sait jamais.

Préparez-vous pour les fausses nouvelles. Et entre temps, j’espère vous voir à Berlin. Et il y a également quelque chose d’autre à dire. On dit qu’il se pourrait qu’il y ait une performance, un spectacle de GEM. Comme vous savez, c’est un groupe musical multipartite d’At-Large. Merci.

MAUREEN HILYARD : Ça risque d’attirer trop de monde, n’est-ce pas ? Merci Nigel et merci d’être venu aujourd’hui. Désolée. Oui, mais vite fait.

SATISH BABU : Je voudrais savoir s’il serait possible de faire une présentation électronique sachant que toutes les RALO pourraient peut-être préparer une présentation conjointe. Un de nos membres, notre vice-présidente, est membre du MAG donc elle pourrait peut-être nous aider. On n’a pas pu le faire lors de deux dernières réunions parce qu’on a eu des problèmes d’écran et de technologie mais cela pourrait peut-être être fait maintenant.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Satish. Tout à fait, on a oublié de le dire. Au niveau de la logistique, je voudrais demander à Nigel si à l’ICANN il y a quelqu’un qui se soit occupé du stand pour que l’on puisse s’occuper de demander un écran par exemple. À qui faudrait-il

que l’on s’adresse pour demander cela ? Est-ce l’ICANN qui s’en occupe ou serait-ce un coût assumé par l’At-Large ?

NIGEL HICKSON :

Pas du tout. On a une très bonne coopération. Adam y est impliqué. Et nous avons entamé une organisation entre nous-mêmes. Nous pensons nous assurer que tout soit bien coordonné. Il y aura du soutien avec des ressources sectorielles dans l’équipe GSE. Et c’est garanti, je vous assure, vous aurez l’écran. C’est beaucoup simple de faire cela et de partager des informations par moyen électronique.

Il faut que je vous quitte mais avant cela, je vous remercie tous d’avoir partagé tant d’informations. Merci au groupe de travail intercommunautaire. Merci Olivier d’être le président et la personne qui dirige ces efforts. Merci à tous.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Nigel essaie de nous voler des casques et maintenant, ce sera dans les procès. Tout est enregistré, Nigel.

ADAM PEAKE :

Je voudrais répondre à ce que disait Olivier. Pour ce qui est de la coordination au niveau du stand du FGI, contactez l’équipe GSE au nom d’At-Large, si c’est ce que vous voulez. Moi, je suis là en

tant que liaison formelle entre la GSE et les équipes de GE, de participation gouvernementale. Donc si vous avez des attentes ou des demandes, on a entendu dire hier que le secrétariat du FGI nous donnerait un écran. Une fois qu’on saura un peu mieux ce qui est disponible pour le stand, je m’occuperai de le coordonner. Mais j’espère qu’on aura l’occasion d’avoir plus de petites réunions, plus de séances flash dans les salles. J’espère. On ne sait toujours pas comment sera le stand et sa disposition mais on espère pouvoir le coordonner un peu mieux. Et sinon, j’assumerai la faute. C’est toujours le cas de toute façon.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup madame la présidente. Je voudrais demander à Adam Peake qui vient de prendre la parole s’il est abonné à la liste de diffusion du groupe de participation et d’engagement. Il est abonné ? Très bien, merci.

TIJANI BEN JEMAA : Bien. J’essaierai d’être bref pour que vous ayez le temps de poser des questions.

Alors RightsCon 2019, il s’agit du huitième sommet des droits de l’homme et de l’âge numérique. Il a été organisé à Tunis entre le 11 et le 14 juin. Et d’ailleurs, le 11, on a eu la cérémonie d’ouverture et le 14 n’était qu’une demi-journée. Donc au total,

on a eu deux jours et demi de travail. C’était surtout organisé par Access Now. Comme je le disais, il s’agit du huitième sommet, c’est-à-dire qu’on a commencé en 2011 à Silicon Valley. En 2012, on s’est réunis à Rio de Janeiro, en 2013 à Silicon Valley, 2014 à Manilla, 2015 à Silicon Valley, 2017 à Bruxelles, 2018 à Toronto et 2019 à Tunis ; 2020 comme vous verrez se tiendra au Costa Rica.

C’était un évènement énorme. Et quand je dis énorme, c’est vraiment massif. On a eu 2 500 participants et ils étaient venus de 230 pays différents et de 700 entités – gouvernementales, des compagnies, des organisations, etc.

Il y a 330 séances en 2 jours et demi, donc vous voyez un travail très intense. Ces séances abordaient quatre axes thématiques : démocratie ; conflit et les espaces qui rétrécissent dans les villes, la liberté d’expression ; la mauvaise information, le journalisme et la liberté de presse ; et la vie privée, la confidentialité et le contrôle des sociétés.

J’ai participé de trois manières à ce RightsCon. J’ai donné une présentation à une séance, j’ai participé à plusieurs séances en tant qu’assistant et j’étais dans le stand de l’ICANN organisé par monsieur Adam Peake que nous remercions. Il y avait un autre membre du personnel, [inaudible], aussi.

Quant à ma participation, je disais que j’étais présentateur dans une séance. C’était celle de la troisième conférence mondiale du

réseau mondial de juridiction internet. Quant à ma participation, pour ma présentation, d’abord j’avais prévu de participer à 19 séances mais je n’ai pas pu le faire. Je n’ai pas participé à toute la séance dans certains des cas. Souvent, quand la séance commençait, je me disais que ce n’était pas ce qui m’intéressait. Et dans d’autres séances, j’ai quitté la salle parce qu’il faisait trop froid. Pourtant, je partagerai avec vous certaines des séances que j’ai suivies : la résistance contre les monopoles de plateformes en ligne, la réglementation du contenu en Europe et ailleurs, etc. Je ne vais pas tout lire. Mais Adam, je ne sais pas si vous avez quelque chose à jouter.

ADAM PEAKE :

Merci Tijani. RightsCon est une conférence parrainée par l’organisation ICANN depuis cinq ans. Lorsque Fadi était le PDG, il appréciait beaucoup cet évènement. Depuis, on a un peu réduit notre parrainage comme partout d’ailleurs. Nous considérons qu’il s’agit d’un évènement plutôt orienté vers la société civile bien qu’il s’agit d’un évènement mondial, un évènement qui grandit énormément. Comme le dit Tijani, il y avait un programme très chargé et beaucoup de gens. Au départ, il y avait entre 500 et 700 personnes qui y participaient. On discute surtout des droits en ligne et ce, surtout parce qu’Access Now voulait réunir les activistes en matière des droits de l’homme et leur permettre d’échanger avec les développeurs

de Silicon Valley. Ce n’est plus tellement le cas, mais c’est le contexte.

Il s’agit d’une réunion de plus en plus multipartite et il y a en général entre 10 et 15 séances qui se tiennent en même temps. Pour moi, le plus intéressant était l’enthousiasme des participants. Il y avait des gens qui échangeaient constamment. Les présentateurs étaient de très bonne qualité et il était très difficile de décider d’aller à une seule séance que vous aimez en même temps.

On n’a pas eu de séance de l’ICANN cette année mais on avait un stand comme Tijani disait. Nous avons embauché des personnes sur place pour nous aider à nous occuper du stand. Il y a eu un ancien boursier qui s’appelait [Anza] qui venait de la société civile et qui maintenant travaille pour Pricewaterhouse, si je ne me trompe bien sûr. L’autre personne n’a pas pu venir.

Je ne sais pas si pour la réunion du Costa Rica l’année prochaine nous allons également parrainer la réunion. Il faudra le considérer au moment de penser à nos accords de financement et de parrainage. Ce sera entre le 10 et le 12 juin je crois, ce qui malheureusement coïncide avec EuroDIG. Autrement, il s’agit d’une conférence très intéressante. Ils reçoivent beaucoup de candidatures de présentation. Il y a la possibilité également d’organiser des évènements avant le début officiel de la réunion.

Jusqu’à présent, on a parrainé parce qu’il nous semblait qu’il s’agissait d’un évènement très intéressant de la société civile. C’était pour nous le principal évènement de la société civile. Donc si vous avez des questions, vous me le faites savoir. Bien sûr, nous le considérons pour le fonds CROP, donc la région Amérique latine et Caraïbes pourrait être intéressée à y participer l’année prochaine. Il n’y aura pas de soutien étant donné qu’il ne s’agit pas d’un évènement lié à l’ICANN mais Rodrigo, j’imagine, pourrait considérer cet évènement comme un évènement où vous pourriez bénéficier de fonds CROP. Les membres de la communauté y participent en leur propre nom, des gens comme la Coalition de liberté en ligne entre autres. Mais il n’y a pas d’évènement de l’ICANN comme tel. Merci.

JOHN LAPRISE :

Je ne vois pas de personne voulant prendre la parole à ce moment. Tijani, vous voulez prendre la parole ? Maureen ?

MAUREEN HILYARD :

Oui, très bien. C’était très intéressant d’obtenir ce feedback de la part d’Adam et de Tijani, tout à fait intéressant. Je sais que Joanna voulait dire quelque chose, je ne sais pas, il me semble qu’en rapport avec le FGI. Olivier je crois veut dire quelque chose.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je suis un petit peu lent aujourd’hui pour vous parler de RightsCon. C’est vraiment très bien d’avoir eu le rapport de Tijani. Je sais que beaucoup d’entre vous ont été à leurs frais à cette réunion en tant que personne intéressée par cela. Et il y a eu beaucoup de monde. C’était avant en Europe, c’était au Canada. C’est donc positif qu’il y ait cette réunion. Je crois qu’une mesure devrait être prise que les régions, je crois que c’est LACRALO puisque la prochaine réunion sera en Amérique latine, je crois qu’il faudra faire un engagement à ce niveau, utiliser CROP ou ce type de financement pour pouvoir se rendre à RightsCon, à cette conférence sur les droits de l’homme. C’est une conférence qui devient très importante. Merci.

SERGIO SALINAS PORTO : Mettez s’il vous plaît vos écouteurs. Nous allons parler en espagnol.

J’ai noté en effet cela. Il me semble qu’étant donné que nous n’avons pas pris cela en compte lorsque nous avons ce plan pour l’année fiscale 2020, je ne sais pas exactement comment faire. Je ne sais pas si on peut changer au niveau budgétaire l’année fiscale 2020. Il faut qu’on parle à Rodrigo de la Parra puisque cela se passe en effet dans notre région. On n’était pas

conscients de l’importance de la réunion. Et je crois que si vous avez une idée pour pouvoir y participer, elle sera la bienvenue.

JOHN LAPRISE : Je voulais intervenir là-dessus par rapport à ce qu’a dit Sergio si vous me le permettez. Je vous conseillerais, en tant que secrétariat de LACRALO, parlez à RightsCon directement. Dites-leur : « Nous voulons participer absolument à votre réunion. » Identifiez-vous en tant que LACRALO et ils vont vous donner peut-être pus d’idées. Donc lancez le débat avec le personnel de RightsCon.

J’ai Tijani, Humberto et Adam. J’essaie d’organiser un petit peu cette prise de parole.

TIJANI BEN JEMAA : Pour soulever une préoccupation, le programme CROP stipule que la manifestation doit être une manifestation ICANN ou en rapport avec l’ICANN. Donc cela peut poser un problème pour les financements CROP.

JOHN LAPRISE : Humberto.

HUMBERTO CARRASCO : En espagnol également.

Je serai très bref. J’ai demandé une participation à RightsCon. Il y a des bourses. Si vous proposez une présentation, vous pouvez obtenir des bourses. Si nous sommes assez intelligents pour avoir des thèmes en rapport avec l’ICANN, je pense que nous pourrions utiliser le programme CROP parce que si on veut faire une présentation consacrée à l’ICANN, cela va rentrer dans le cadre de CROP. Mais les gens qui gèrent le programme CROP doivent être assez large d’esprit pour bien comprendre que nous sommes alignés avec ces objectifs de sensibilisation.

JACQUES LATOUR :

Avant l’intervention d’Adam, nous avons eu une séance sur l’acceptation universelle. Cela pourrait être un très bon thème pour RightsCon.

ADAM PEAKE :

Félicitations d’abord pour hier soir.

Mais également, je suggèrerais qu’on parle à Rodrigo de la Parra au sujet de CROP. Je crois que RightsCon, c’est une réunion recommandée nouvellement. Je ne peux pas prendre la décision pour Rodrigo mais parlez-en, c’est votre stratégie régionale. Il y a un programme de bourses pour RightsCon. Ils soutiennent les intervenants venant de pays du monde entier. C’est très divers, une grande diversité. Il y a des personnes qui sont venues à

Tunis depuis l’Amérique latine présenter, intervenir. Donc c’est très important de présenter des bons intervenants avec de bons thèmes.

Mais parlez à Rodrigo. Je crois que vous pourriez peut-être utiliser CROP. Et voyons les activités qui pourraient être en rapport avec RightsCon. C’est probablement un petit peu vague parce qu’on ne sait pas exactement si cela va être parrainé ou pas, mais je crois que Rodrigo sera intéressé par cette possibilité.

JOHN LAPRISE : Olivier et ensuite, on doit arrêter.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup. Je parle en tant que président d’EURALO et je soutiens tout à fait nos frères et sœurs de LACRALAO, nos amis de LACRALO. Et je demanderais à l’ALAC de soutenir LACRALO dans cette initiative avec l’engagement. C’est l’engagement mondial, cette partie prenante est tout à fait importante avec des réunions importantes.

MAUREEN HILYARD : Je suis d’accord avec vous Olivier. Je crois qu’il faut bien coordonner les choses. On peut commencer au niveau local, sur le terrain.

Merci Humberto et Sergio de vos interventions.

Il est un petit peu plus de midi. Est-ce qu’on a encore quelques minutes ? Où en sommes-nous ? Vous avez des annonces à faire ?

JOHN LAPRISE : Nous voulons remercier les interprètes et le personnel technique pour leur soutien.

MAUREEN HILYARD : Heidi a une annonce.

HEIDI ULLRICH : Gisella a une annonce.

GISELLA GRUBER : Je voulais vous rappeler que notre prochaine séance commence à 12:15. Il s’agit d’une séance de renforcement des capacités, problématiques de cybersécurité. Pour nos leaders régionaux et nos liaisons, nous avons un déjeuner ici dans cette salle. Et s’il y a assez de nourriture, nous vous inviterons également. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]